

Contrairement à la légende, Napoléon fut un homme de paix !

Nous avons le plaisir et l'honneur d'accueillir dans nos colonnes monsieur Jean Claude DAMAMME, écrivain, membre de la Société des Gens de Lettres, membre de l'Association des Écrivains Combattants et représentant pour la France de la Société Napoléonienne Internationale. M. Damamme défend la mémoire de l'Empereur contre toutes les calomnies et en cette année 2004 nous ne pouvions ne pas demander à ce Bonapartiste de toujours de nous éclairer.

Qu'allais-je pouvoir dire à ceux qui, par leur appartenance à « France Bonapartiste », doivent tout, ou peu s'en faut, savoir de l'Empereur ?

Telle est la question que je me suis posée lorsque M. David Saforcada m'a demandé d'écrire un texte destiné à votre Bulletin d'Information.

Le génie de Napoléon, homme prodigieux – mais pauvre vocable – est en effet si universel, si « multifacettes », pour employer un barbarisme fort prisé de nos jours, qu'il défie toute tentative de synthèse.

Au détour de ses siècles, l'Histoire n'a jamais rencontré – et ne rencontrera jamais – un personnage qui puisse prétendre approcher Napoléon, même si certains, parfois, se plaisent à trouver des similitudes avec le fondateur de la V^e République. Comparaison sans doute flatteuse pour ce dernier, mais, selon moi, singulièrement réductrice pour l'Empereur.

Alors que dire ?

Fallait-il parler du Bonaparte fougueux, mais encore à la recherche de lui-même, du siège de Toulon ? Du jeune et prometteur stratège de cette première Campagne d'Italie, qui reste un exemple de ce que peut faire un pays menacé et cerné de partout comme l'était la France en 1796 lorsqu'elle est bien conduite ? De l'homme qui sut transformer une expédition militaire en demi-teintes, celle d'Égypte, en une expédition scientifique dont les acquis, aujourd'hui encore, ne laissent pas de susciter l'admiration ? Du vainqueur de la deuxième Campagne d'Italie, qui contraignit les Autrichiens, pourtant responsables de la guerre, à s'asseoir à la table des négociations et à signer, en 1801, le traité de paix de Lunéville, et les Anglais, un an plus tard, à signer celui d'Amiens.

Faisons ici, car ce genre de « détail » doit toujours être évoqué, une brève digression en rappelant que cette paix, signé par les Anglais pour reprendre leur souffle, fut rompue par eux-mêmes d'une manière particulièrement lâche en 1803, lorsque, sans que les pays concernés eussent été préalablement avisés par voie diplomatique de la mesure qui allait les frapper, le cabinet de Londres ordonna à la *Royal Navy* de saisir tous les navires de commerce français (et ceux des alliés hollandais) navigant sur les mers avec leurs équipages et leurs passagers. Rappelons aussi que ces mêmes Anglais avaient, pendant des années, entretenu, équipé et armé à grands frais sur le territoire français des tueurs royalistes, dont le plus triste et le plus révoltant « exploit » fut l'attentat du 24 décembre 1800 qui coûta la vie à une vingtaine de personnes (dont une petite fille de 14 ans à qui l'un des conjurés avait confié la charrette sur laquelle se trouvait la charge d'explosif) et en mutila une cinquantaine d'autres.

Je referme ici cette parenthèse – avec regret, car l'histoire des méfaits et des vilenies de l'Angleterre envers le Premier Consul puis envers l'Empereur est hautement instructive.

Fallait-il parler de l'administrateur, créateur du Conseil d'État, de la Banque de France, des préfets, des Bourses et des Chambres de commerce, des lycées, des Conseils de Prud'hommes, de la Cour des Comptes... ? Du juriste, auteur, avec trois rédacteurs, du Code qui porte son nom ? Du bâtisseur qui, en seulement quinze années, et en dépit des guerres continuelles que lui imposèrent les monarchies européennes payées par l'Angleterre – les guerres remplaçant les tentatives d'assassinat - fit (entre autres) percer plus de routes et de canaux que tous les Bourbons réunis ?

Ou fallait-il évoquer l'homme « humain » tout simplement qui, allant contre son entourage, intégra les Juifs à la nation française et donna à ces hommes et femmes qui n'avaient ni droits ni représentation légale, un statut qui en fit des citoyens à part entière, en France et dans tous les pays intégrés à l'Empire Français ?

Pour rendre un juste hommage à la mémoire de l'Empereur, il eût fallu traiter chacun de ces thèmes, qui sont autant de facettes de son génie universel. C'était évidemment impossible.

Alors, écrivant ce texte à l'approche du 2 décembre, je me suis souvenu, idée bien banale en apparence, d'Austerlitz.

Pourquoi ?

Parce que c'est de cette victoire légendaire que date, certes, la réputation d'invincible stratège de Napoléon, mais aussi celle d'un conquérant assoiffé de batailles. Image sinistre qui colle encore à son personnage, grâce, notamment, aux bons soins du gouvernement britannique et de leurs fidèles complices, les royalistes français qui leur devaient d'avoir remis un Bourbon sur le trône lorsque l'apothéose funèbre de Waterloo eut été consommée.

Je voudrais donc vous montrer que Napoléon fit tout pour que cette bataille, achevée en victoire emblématique, ne fût jamais livrée.

Cette année 1805, qui allait se terminer, si j'ose écrire, « en fanfare » pour le jeune Empire, Napoléon l'avait débutée en tendant la main au roi d'Angleterre George III. Voici quelques extraits de cette lettre célèbre et fort belle – mais rarement mentionnée car elle ne va pas dans le sens de l'image qu'il convient toujours de donner de l'Empereur – écrite le 2 janvier :

« Je n'attache point de déshonneur à faire le premier pas ; j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de la guerre ; elle ne m'offre d'ailleurs rien que je doive redouter : la paix est le vœu de mon cœur ; mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire.

« Je conjure donc Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde ; qu'Elle ne laisse pas cette douce satisfaction à ses enfants ; car enfin il n'y eut jamais de circonstance ni de moment plus favorables pour faire taire toutes les passions et écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la raison.

« Si Votre Majesté veut elle-même y songer, elle verra que la guerre est sans but, sans aucun résultat présumable pour Elle. Quelle triste perspective de faire battre les peuples seulement pour qu'ils se battent ! Le monde est assez grand pour que nos deux nations puissent y vivre ; et la raison a assez de puissance pour qu'on trouve moyen de tout concilier, si, de part et d'autre, on en a la volonté. »

Est-il besoin de préciser que cette offre ne reçut qu'une réponse évasive, une manière de fin de non-recevoir, dont la mauvaise foi souleva l'indignation d'un grand homme politique anglais de l'opposition parlementaire, Charles James Fox.

En ce même début d'année, celle qui n'était pas encore la Grande Armée, mais l'Armée des Côtes de l'Océan, était toujours regroupée dans ce que l'on connaît sous le nom générique de « Camp de Boulogne ». Cent soixante mille hommes y attendaient de pouvoir traverser la Manche afin de débarquer sur les côtes anglaises, car, disait – déjà – Bonaparte qui voyait juste, « Une descente et un séjour de deux mois en Angleterre seraient pour la France une paix de cent ans. »

Affolée à l'idée de voir arriver les Français et leur chef, l'Angleterre paya l'Autriche et la Russie pour qu'elles ouvrirent un front dans le dos des Français. Menacé sur l'Est, Napoléon fut donc contraint – et il faut le regretter – d'abandonner son grand projet, qui, s'il eût été réalisé, eût épargné des centaines de milliers de vies humaines.

C'est le moment d'ouvrir ici une deuxième parenthèse relative à une désinformation astucieuse qui a fait, et continue de faire, les délices de tous les détracteurs de Napoléon, historiens faussement « objectifs » ou pamphlétaires à la hargne toute commerciale.

Avec la bataille qui s'est livrée le 2 décembre, s'inaugure une formule bien connue que nous employons tous – à tort ! - celle de « guerres napoléoniennes », laissant ainsi supposer logiquement que la personne, dont le nom a donné naissance à l'adjectif, est implicitement responsable des guerres en question. Les « guerres napoléoniennes » n'existent pas, seules existent les guerres de Coalition : sept de 1793 à 1815. Deux exceptions : la guerre d'Espagne, destinée à chasser les Anglais, qui occupaient le Portugal en pays conquis, de la Péninsule pour les empêcher de remonter – ce qu'ils feront en 1814 – par le sud de la France, et la campagne de Russie, entreprise pour contraindre le tsar Alexandre, qui les avait « oubliés », à respecter ses engagements de Tilsit sur le Blocus Continental.

Après cette autre digression, tout aussi indispensable lorsque l'on évoque la personne de l'Empereur, je reviens à mon objectif premier : les efforts qu'il fit pour empêcher que la bataille d'Austerlitz n'eût lieu.

Survolons le début de cette campagne d'Autriche de 1805.

Avant d'être contraint à la guerre, Napoléon avait, par la voix de son ministre des Relations extérieures, Talleyrand, loyalement informé l'ambassadeur autrichien :

« ...Si jamais homme eut envers sa patrie et envers son souverain une grande responsabilité, c'est vous, l'ambassadeur : seul de votre pays vous connaissez la France ; seul de votre pays vous savez que l'empereur des Français veut la paix ; vous savez que dans les départements du Rhin il n'y a pas un soldat ; seul de votre pays vous savez qu'on n'a pas fait l'appel d'un seul homme de la réserve et qu'on n'a complété les premiers bataillons de guerre qu'aux dépens des deuxièmes bataillons ; seul vous voyez Vienne à une distance convenable pour apercevoir sous leur véritable point de vue les opérations et les apprécier dans tous leurs détails ; vous voyez enfin, sur votre gauche, toutes les troupes de la terre de France, aux extrémités de la Bretagne [le Camp de Boulogne s'étendait jusqu'à Brest] et de la Picardie, s'instruisant aux opérations maritimes ; et en même temps, vous voyez sur votre droite un nombreux rassemblement de troupes [autrichiennes] dans le Tyrol, et de votre propre aveu, soixante-douze mille hommes dans l'État vénitien. Vous ne pouvez donc méconnaître quel est l'agresseur, ou de celui qui déclarera la guerre ou de celui qui vient au secours de l'Angleterre en rassemblant ses forces sur les frontières pour menacer la France... Si vous présentez ces vérités dans toute leur force à votre maître et si véritablement il n'est qu'entraîné, il est impossible qu'il ne voie pas qu'on le conduit malgré lui à la guerre, et alors tout sera calmé. Si au contraire votre maître veut la guerre, eh bien ! Vous aurez fait votre devoir ; il n'y sera pas entraîné. Mais dites-lui qu'il ne fera pas les fêtes de Noël dans Vienne ; non que vous n'ayez une armée nombreuse et formidable, mais un mouvement rapide à donner à trois cent mille hommes peut partir d'une seule tête ; un cabinet n'en fait exécuter que lentement de semblables. »

Sourde à ces conseils de sagesse, et parce que, Londres ayant payé, il fallait qu'elle se battît et fit tuer ses soldats pour le plus grand bien de l'Angleterre, l'Autriche s'était lancée dans la guerre.

Résultat : le 20 octobre, pratiquement sans combat, Napoléon avait obtenu la reddition d'Ulm où s'était enfermée le général autrichien Mack. Trente mille officiers et soldats avaient défilé, honteux, devant leur vainqueur.

Et qu'avait dit le vainqueur à ce vaincu – c'est d'ailleurs lui qui rapportera lui-même le propos suivant – dont Napoléon venait de recevoir, pratiquement sans combat, la reddition ?

« Partez pour Vienne et je vous autorise à dire à l'empereur François que je ne désire que la paix et que je suis très fâché qu'elle ait été interrompue. Je veux m'arranger avec lui, et même à des conditions très équitables. Je traiterai avec la Russie également puisque vous le désirez. Qu'on me dise les propositions des deux Puissances. Je suis anxieux de les savoir. Je veux faire des sacrifices. Je vous déclare encore une fois et vous autorise à le dire à votre souverain (il me dit encore une fois très distinctement ce que j'ai allégué ci-dessus) qu'il n'a qu'à m'envoyer vous ou le comte de Cobenzl ou quelque autre avec un plénipotentiaire russe pour traiter avec moi. »

Ces paroles sont-elles celles d'un « Ogre », selon la formule injurieuse bien connue, ou celles de l'homme qui disait en 1801 : « C'est avec horreur que je fais la guerre », ou du même dont un ministre de Prusse, le marquis de Lucchesini, pourtant hostile, signalait dans une dépêche à son souverain que « Bonaparte lui était apparu décidé à écarter soigneusement tout sujet de guerre afin de pouvoir faire tourner au profit de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des arts, les ressources pécuniaires que la guerre absorbe et tarit à la fois. »

En revanche, ces propos sont dans le droit fil de la démarche que l'Empereur va maintenant entreprendre auprès du tsar Alexandre...

Alors que Napoléon vient d'obtenir la reddition des troupes autrichiennes, alors que son armée occupe Vienne depuis le 13 novembre, alors qu'il est empereur et souverain d'un pays puissant et ... victorieux, c'est encore lui qui, le 25, fait auprès du tsar Alexandre le premier pas pour tenter d'obtenir un arrangement à l'amiable avant d'en venir aux mains. Et contrairement à la formule protocolaire : « Monsieur mon frère » qui est de rigueur dans les correspondances de souverain à souverain, l'Empereur fait débiter son billet par le mot « Sire », comme le ferait un simple vassal ou un quelconque petit prince

« Quartier impérial, Brünn, 25 novembre 1805

« Sire, j'envoie mon aide camp, le général Savary, près Votre Majesté, pour La complimenter sur son arrivée à son armée. Je le charge de lui exprimer toute mon estime pour Elle et mon désir de trouver des occasions qui lui prouvent combien j'ambitionne son amitié. Qu'Elle le reçoive avec cette bonté qui La distingue et me tienne comme un des hommes le plus désireux de Lui être agréable.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il veuille avoir Votre Majesté en sa sainte et digne garde. »

Devant la réponse d'une inconsistance notoire du souverain russe, l'Empereur, persuadé que ce dernier avait été influencé par les jeunes gens de son entourage, qualifiés par Savary « d'arrogants » et « ne respirant que la guerre », renvoya son émissaire auprès d'Alexandre :

« Prenez un trompette et faites en sorte de retourner chez l'empereur de Russie ; vous lui direz que je lui propose une entrevue demain, à l'heure qui lui conviendra, entre les deux armées, et que, bien entendu, il y aura pendant ce temps-là, une suspension d'armes de vingt-quatre heures. »

Un tel désir de ne pas en venir aux mains pouvait-il être motivé par une crainte d'affronter l'armée russe ?

Ce serait le bien mal connaître, car Napoléon avait, depuis plus d'une semaine, étudié soigneusement, non seulement sur les cartes mais sur le sol même, le terrain sur lequel il livrerait bataille si nul autre choix ne lui était laissé, et qu'il ne fera semblant d'abandonner un moment à l'ennemi que pour le mieux terrasser.

Pourquoi donc toutes ces tergiversations ou, du moins, ce qui, de prime abord, apparaît comme tel ?

Il faut lire avec attention les quelques lignes suivantes que l'Empereur adressa à Talleyrand, tant elles sont importantes pour la compréhension de la véritable personnalité de celui que l'on a trop souvent - et que l'on continue trop souvent de présenter - comme un chef de guerre assoiffé de conquêtes et de batailles, à qui l'on impute de manière imbécile et malhonnête les fameux « deux millions de morts » :

« Il y aura probablement demain une bataille fort sérieuse avec les Russes. J'ai beaucoup fait pour l'éviter car c'est du sang répandu inutilement. Ne parlez pas de la bataille car ce serait trop inquiéter ma femme. Ne vous alarmez pas ; je suis dans une forte position ; je regrette ce qu'il en coûtera et presque sans but. »

Estimant pareille démarche au-dessous de sa dignité de « droit divin », Alexandre répondit à l'invitation de bonne volonté qui venait de lui être faite par la décision la plus humiliante qui fût : envoyer pour discuter avec Napoléon, souverain d'un grand pays, un simple aide de camp, le prince Dolgorouki.

À ce dernier, qui lui disait que le tsar ne discernait pas le but de l'entrevue proposée, l'Empereur, surmontant son irritation devant pareille humiliation, avait répondu :

« C'est la paix, et je ne conçois pas pourquoi votre maître ne veut pas s'entendre avec moi. Je ne demande qu'à le voir et à lui présenter une feuille blanche signée "Napoléon", sur laquelle il inscrira lui-même les conditions de paix. »

Ce que l'Empereur, évidemment, ignorait, c'est que, conscient de l'enjeu, le gouvernement anglais avait - dès le milieu de l'année 1804 ! - versé deux millions et demi de livres dans les caisses des Trésors russe et autrichien, et que, à la fin de cette même année 1804, les marchands de Londres s'étaient délestés de cinq autres millions de livres pour financer la coalition.

À l'offre de paix, offre d'autant plus généreuse qu'elle émanait du vainqueur, celui que l'Empereur appellera « un freluquet impertinent [qui] me parla comme il aurait pu parler à un boyard qu'on voudrait envoyer en Sibérie » répondit par des propositions « inadmissibles ». Ce qualificatif n'est pas mien, il appartient au comte de Langeron, émigré français combattant, comme il convient de la part d'un royaliste, dans les rangs russes contre Napoléon.

Ces propositions inadmissibles n'étaient rien moins que de diminuer la France - provoquée et victorieuse - au profit de l'Autriche, fauteur de guerre et vaincue, en exigeant la rétrocession - sans aucune contrepartie - des conquêtes de la République.

Au lendemain du 2 décembre, quand eut été consommé le désastre des Russes et des Autrichiens, l'Empereur, généreusement, laissa repartir le prince Reprine, fait prisonnier avec ses chevaliers-gardes, avec ces paroles :

« Dites à votre empereur que, s'il avait écouté mes propositions et accepté une entrevue entre les avant-postes, je me serais soumis à sa belle âme [je ne le suivrai pas dans cette trop flatteuse appréciation]. Il m'aurait déclaré ses intentions pour procurer du repos à l'Europe et j'y aurais souscrit. »

Pour clore cette brève évocation, j'ai choisi une phrase de l'Empereur, et je l'ai choisie parce qu'elle apparaît comme un résumé de ce qui fut son drame et de ce qui, aujourd'hui encore, constitue sa grandeur :

« On ne cesse de parler de mon amour de la guerre, mais n'ai-je pas été constamment occupé à me défendre ? Ai-je remporté une seule grande victoire que je n'aie immédiatement proposé la paix ? Je n'ai jamais fait la guerre par esprit de conquête ; j'ai accepté les guerres que les ministres anglais ont soulevées contre la Révolution française. »

Je n'ai ni qualité ni compétence pour parler de politique – mon seul souci est de prendre la défense l'Empereur, car, et c'est un comble pour ne pas dire une indignité nationale, cet homme trop souvent insulté a besoin d'être défendu - et je ne suis pas impliqué dans cette « campagne ».

Cependant, si l'on me demandait : « Peut-on s'inspirer de Napoléon pour fonder une action politique ? », je pourrais répondre que, même s'il peut sembler hasardeux de le faire en invoquant un homme disparu depuis cent quatre-vingt-deux ans, le mythe, ou plus précisément, la réalité est si forte, et Napoléon si grand, si proche et si présent par ce qu'il nous a légué, que l'entreprise devrait en être facilitée.

Enfin, si l'on ne pouvait se réclamer de l'Empereur, je discerne mal de qui l'on pourrait s'inspirer pour mener un combat, mais encore importe-t-il que ceux qui invoquent un parrainage aussi prestigieux soient, et c'est sans doute, à mes yeux du moins, le plus important, fidèles à sa mémoire.

Jean Claude DAMAMME